



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture de Cognac

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant levée de l'astreinte journalière et de mise en demeure
à l'encontre de la société**

EARL VAL DO GUIL

rue du Gabarier, 16200 Mainxe-Gondeville

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société EARL VAL DO GUIL pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur la commune de Mainxe-Gondeville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 février 2024 mettant en demeure la société EARL VAL DO GUIL de respecter :

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification de cet arrêté, les dispositions de l'article 6.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté, les dispositions de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté, les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2025 instaurant une astreinte journalière à la société EARL VAL DO GUIL en vue du non-respect des dispositions des articles 6.2.2.3, 6.4.1 et 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 et en dépit du dépassement des échéances de la mise en demeure du 20 février 2024 susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 21/11/2025 établi suite à la visite d'inspection du 17/11/2025 ;

Considérant que l'exploitant a réalisé les actions correctives attendues avant l'échéance du sursis de l'astreinte ;

Considérant que l'exploitant a répondu de manière satisfaisante aux observations figurant dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2024 ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète de Cognac;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2024 susvisé, imposant à la société EARL VAL DO GUIL de respecter les prescriptions techniques du site exploité à Mainxe-Gondeville est abrogé.

L'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 28/10/2025 susvisé, imposant à la société EARL VAL DO GUIL de respecter les prescriptions techniques du site exploité à Mainxe-Gondeville est abrogé.

Article 2 – Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 3 – Publication

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée à :

- madame la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac,
- monsieur le maire de la commune de Mainxe-Gondeville,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cognac, le **08 JAN. 2026**

P/le préfet et par délégation,

La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC